

## ACCORD CADRE DE FOURNITURES

### CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

**Pouvoir adjudicateur** : Monsieur le directeur de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris.

**Représenté par** : Monsieur le Directeur du GHU AP-HP. NORD – Université de Paris

#### **Lieux d'exécution :**

Hôpital Saint-Louis  
1, Avenue Claude VELLEFAUX  
75475 Paris cedex 10

## **PREMIERE PARTIE : CLAUSES ADMINISTRATIVES**

### **ARTICLE 1 : OBJET, TYPE ET DUREE DU MARCHÉ**

**Objet :**

Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) précise les conditions d'exécution de l'accord cadre relatif à l'acquisition de plaques de lymphocytes T congelés pour le dépistage des anticorps anti HLA par cytotoxicité dépendante du complément, ou PRA classe I (plaques prêtes à l'emploi).

Ce marché est lancé pour les besoins du laboratoire d'immunologie et d'histocompatibilité de l'hôpital Saint-Louis (PARIS 10<sup>ème</sup>), établissement du GHU AP-HP.NORD – Université de Paris.

Par ailleurs, la présente consultation fait suite à une précédente procédure déclarée sans suite.

**Type et montant :**

Conformément aux dispositions des articles R2123-1 R2123-5 R2123-6, R2131-12 R2131-13 R2131-18 du code de la commande publique, il s'agit d'un marché passé selon la procédure adaptée.

Le marché prendra la forme d'un accord cadre mono-attributaire dont l'exécution est assurée par le biais de bons de commande (articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique) ;

Le montant maximum de dépenses couvertes par bons de commande est fixé à 210 000.00 € HT sur l'ensemble de la durée de l'accord-cadre.

**Durée :**

L'accord-cadre prendra effet à compter de sa notification au titulaire et prendra fin au 31 octobre 2021.

La durée de validité des bons de commande pourra excéder celle de la durée de l'accord-cadre dans la limite de 3 mois à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration de l'accord-cadre.

### **ARTICLE 2 : DECOMPOSITION ET FORME DU MARCHÉ**

**Allotissement :** L'acheteur décide de ne pas allotir du fait du caractère indivisible de la prestation.

**Tranches optionnelles :** L'accord-cadre est lancé sans tranche.

**Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) :** sans objet.

### **ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES ET CERTIFICATS**

#### **3.1. Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre prévalent les unes sur les autres dans l'ordre fixé ci-dessous en cas de contradiction entre-elles :

- L'Acte d'engagement de l'accord-cadre et son annexe financière (BPU) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;
- Le cadre de réponse technique complété par le candidat ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Les bons de commande passés en cours d'exécution du marché ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux fournitures courantes et services (CCAG-FCS) ;
- L'offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment celles-ci.

### 3.2. Certificats

Pour vérifier que le titulaire n'est pas placé dans la situation de l'article L2141 du code de la commande publique, celui-ci est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre, quelle que soit la date de début de marché et sans que l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

## ARTICLE 4 : EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations, objets de l'accord-cadre, sont exécutées conformément aux stipulations du CCP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre s'ils sont plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur.

### Bons de commandes

Les fournitures feront l'objet de bons de commande prévisionnels adressés au titulaire par télécopie ou mail par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Seuls les bons de commande prévisionnels signés par le représentant dûment habilité et notifié au titulaire devront être honorés.

Tout bon de commande prévisionnel (quantité, qualité) peut être modifié ou annulé par l'établissement sous réserve d'un préavis de 72 heures.

Chaque bon de commande sera numéroté et précisera :

- la nature et la quantité des produits à livrer ;
- la date de livraison ;
- le conditionnement ;
- la référence du marché.

### Livraison

Les fournitures seront livrées au Magasin Hôtelier de l'hôpital Saint-Louis, sis 1 avenue Claude Vellefaux – 75475 PARIS cedex 10.

## ARTICLE 5 : RECEPTION DES PRESTATIONS

Le représentant du pouvoir adjudicateur effectue l'ensemble des opérations de vérification quantitative et qualitative à l'issue de la prestation afin de vérifier sa conformité au CCP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre. Ces opérations se déroulent conformément aux articles 23 et 24 du CCAG-FCS et précèdent l'admission de la prestation.


L'admission de la prestation se déroule dans les conditions prévues par l'article 25 du CCAG-FCS. Néanmoins, par dérogation de l'article 25.1 du CCAG-FCS, l'admission se matérialise par le contreseing d'un bon de livraison et prend effet quinze jours après son édition à condition que le représentant du pouvoir adjudicateur n'ait pas émis de réserve durant ce laps de temps.

## ARTICLE 6 : GARANTIES

Le régime des garanties est précisé par l'article 28 du CCAG-FCS. Toutefois, si à travers son offre, le titulaire a proposé une durée de garantie ou une couverture plus intéressante pour le pouvoir adjudicateur, les éléments concernés primeront ledit article.

## ARTICLE 7 : MODALITES DE DETERMINATION ET DE VARIATION DES PRIX

Conformément à l'Article R2112-6.1 du Code de la Commande Publique, les prix des prestations faisant l'objet de l'accord cadre sont des prix unitaires hors TVA appliqués aux quantités réellement livrées.

	<p align="center"><b>FOURNITURE DE PLAQUES DE RECHERCHE D'ANTICORPS ANTI HLA CLASSE I PAR UNE TECHNIQUE DE LYMPHOCYTOXICITE</b></p> <p align="center"><b>-Relance -</b></p> <p align="center"><b>Procédure : MAPA</b></p>	<p><b>Date : 31/07/2020</b> Page <b>4</b> sur <b>7</b></p> <p>CCP n° SLS 030 -2020</p>
--	---	--

Ainsi, le contrat est rémunéré sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau (annexe financière de l'Acte d'engagement).

### 7.1. Composition des prix

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prix unitaires comprennent l'ensemble des frais annexes, notamment ceux afférents au conditionnement, à l'emballage, au transport et à la manutention jusqu'au lieu de la prestation de sorte que les prix unitaires proposés par le titulaire au sein de l'annexe financière puissent être considérés comme des prix plafonds.

### 7.2. Variation des prix

Les prix sont fermes sur toute la durée du marché

### 7.3. Régime des taxes

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

## ARTICLE 8 : AVANCE - FACTURATION - REGLEMENT DES PRESTATIONS

### 8.1. Avance facultative

Il ne sera pas versé d'avance.

### 8.2. Facturation et règlement des fournitures

Le paiement s'effectuera par le biais de mandats administratifs suivant les règles de la comptabilité publique devant le trésorier payeur en charge des établissements de l'APHP. La facturation sera effectuée après l'admission de la prestation telle que définie ci-avant.

Les factures afférentes au paiement doivent être établies trimestriellement et transmises sous forme dématérialisée, sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr>; cette solution permet au titulaire du marché de suivre le traitement de la facture ;


- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le N° de SIRET ou SIREN ;
- le code APE ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande ;
- une copie du bon de livraison contresigné ;
- le montant hors taxe de la fourniture ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des produits livrés ;
- la date de facturation.

### 8.3. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **50 jours** à compter de la présentation de la demande de paiement, et ce, en application des dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu l'article 3 du décret précité est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

En outre, une indemnisation forfaitaire pour frais de recouvrement de quarantes euros devra être versée.

	<p align="center"><b>FOURNITURE DE PLAQUES DE RECHERCHE D'ANTICORPS ANTI HLA CLASSE I PAR UNE TECHNIQUE DE LYMPHOCYTOXICITE</b></p> <p align="center"><b>-Relance -</b></p> <p align="center"><b>Procédure : MAPA</b></p>	<p><b>Date : 31/07/2020</b> Page <b>5</b> sur <b>7</b></p> <p>CCP n° SLS 030 -2020</p>
--	---	--

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de corrections jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

## **ARTICLE 9 : PENALITES, RESILIATION - LITIGES**

### **9.1. Pénalités de retard et d'indisponibilité**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités suivantes au titulaire dès lors que ce dernier ne respecte pas ses engagements :

- Une pénalité représentant 3% du montant HT du bon de commande, par jour de retard vis-à-vis des délais de livraison auxquels s'est engagé le titulaire.
- Par ailleurs, en cas de mauvaise exécution des prestations définies au présent accord-cadre, le titulaire encourt une pénalité égale à 10 % du montant de la facture régissant la prestation concernée.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les conditions d'application de ces pénalités sont constatées, celles-ci sont applicables au premier euro, de plein droit, et sans mise en demeure préalable du titulaire de l'accord-cadre.

### **9.2 Résiliation-litiges**

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG – FCS et des articles R2191-30 et -31 du Code de la Commande Publique s'appliquent pleinement à cet article.

Le titulaire peut demander la résiliation de l'accord-cadre conformément aux articles 31.1 et 31.2 du CCAG relatif aux fournitures courantes et services.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses énoncées au présent accord-cadre, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier l'accord-cadre sans indemnité, après que le titulaire ait été mis en demeure de présenter ses observations.

Tout différend du titulaire avec le pouvoir adjudicateur est réglé suivant les voies contentieuses administratives devant le Tribunal Administratif de Paris sis 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

Les parties tenteront au préalable de résoudre leur désaccord à l'amiable dans les conditions fixées par l'article 37 du CCAG – FCS et l'article 142 du décret précité.

### **EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU PRESTATAIRE**

Les conditions d'exécution aux frais du titulaire sont définies dans l'article 36 du CCAG FCS.

## **ARTICLE 10 : ASSURANCES**

Antérieurement à la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

## **DEUXIEME PARTIE : CLAUSES TECHNIQUES**

### **ARTICLE 11 : CARACTERISTIQUES GENERALES**

L'accord-cadre a pour objet la fourniture de plaques de lymphocytes T congelés pour le dépistage des anticorps anti HLA par cytotoxicité dépendante du complément, ou PRA classe I, pour les besoins du laboratoire d'immunologie et d'histocompatibilité de l'hôpital Saint-Louis.

### **ARTICLE 12 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

#### **Conformité à la réglementation**

Tous les équipements et réactifs proposés devront être en conformité avec les obligations de marquage CE

**Les certificats de marquage CE doivent obligatoirement être fournis lors de la remise de l'offre.**

En cas d'apparition d'une nouvelle norme, celle-ci s'appliquera ipso facto aux produits livrés à compter de sa date d'effet. La référence aux normes doit être indiquée pour chaque produit.

En cas de modification de la réglementation portant sur les produits figurant sur le marché, le titulaire devra se mettre en conformité avec la nouvelle réglementation, sous peine de voir le marché résilié.

#### **Délais de livraison**

Le Titulaire doit préciser dans son offre ses délais de livraison.

Cependant en cas de commande urgente, les délais de livraison devront être inférieurs à **5 jours ouvrés** à compter de l'émission du bon de commande

### **ARTICLE 13 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES EQUIPEMENTS**

#### **13.1 Descriptif technique**

Fourniture de plaques de lymphocytes T congelés pour le dépistage des anticorps anti HLA par cytotoxicité dépendante du complément, ou PRA classe I (prête à l'emploi).

- ✓ Les produits seront expédiés dans de la carboglace.
- ✓ La viabilité de base des cellules des plaques devra présenter une mortalité inférieure au score 2 (11%) pour une lecture interprétable
- ✓ Par lot, doivent être téléchargeables ou disponibles sur demande :
  - Un certificat de conformité du lot : il garantit la viabilité des cellules testées. Au-delà de 2 lignées inexploitable (< score 4, mortalité 40%), le laboratoire se réserve le droit de refuser un lot ou de faire une réclamation au fournisseur avec échange de lot sans frais,
  - La liste des allèles HLA testés (4 digits) par lot,
  - Les tables de lecture sous format excel
- ✓ Les plaques de 60 puits ne seront pas retenues, la fourniture de plaques de 30 puits étant suffisante pour l'application locale (dépistage des IgM anti lymphocytes).
- ✓ Les aspects pratiques suivants seront pris en compte :
  - plaques empilables,
  - décongélation à température ambiante,

**FOURNITURE DE PLAQUES DE RECHERCHE  
 D'ANTICORPS ANTI HLA CLASSE I PAR UNE  
 TECHNIQUE DE LYMPHOCYTOXICITE**

**-Relance -**

**Procédure : MAPA**

**Date : 31/07/2020**

Page **7** sur **7**

CCP n° SLS 030 -2020

- volumes de sérums faibles,
- volume final dans chaque puit ne générant pas de débordement,
- homogénéisation aisée

**13.2 Estimation de la quantité de kits**

Le laboratoire d'histocompatibilité estime sa **consommation annuelle** à **4 800 tests**.

**Le titulaire fixe un prix unitaire incluant la livraison des produits.**

**ARTICLE 14 : DEROGATIONS**

Les articles :

- 3 (pièces contractuelles)
- 5 (admission)
- 6 (garanties)
- 9.1 (pénalités)  
du présent CCAP

dérogent aux articles :

- 4.1
- 25.1
- 28
- 14  
du CCAG-FCS.

Les autres dispositions dudit CCAG s'appliquent pleinement au marché.